RAPPORT DE CORRECTION

D'ÉTUDE ET SYNTHÈSE DE TEXTES

Conception ESCP Europe

SOMMAIRE

le sujet	2
Attentes du jury	7
Remarques de correction	8
Conseils aux futurs candidats	13
Corrigés type	14

Le sujet

BCE BANQUE COMMUNE D'ÉPREUVES

Code sujet : 304

Conception : ESCP Europe

ÉTUDE et SYNTHÈSE DE TEXTES

OPTIONS : SCIENTIFIQUE, ÉCONOMIQUE, TECHNOLOGIQUE, LITTÉRAIRE

Jeudi 9 mai 2019, de 8 h. à 12 h.

Vous présenterez, en 300 mots (tolérance de 10% en plus ou en moins), une synthèse des trois textes ci-après, en confrontant, sans aucune appréciation personnelle et en évitant autant que possible les citations, les divers points de vue exprimés par leurs auteurs.

Indiquez, en fin de copie, le nombre de mots utilisés.

Aucun document n'est autorisé. L'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.

****

Texte 1

L'autorité de commandement exercée par les chefs parmi et sur leurs amis politiques dans les groupes, l'autorité de commandement politique parlementaire est précisément un de ces poids additionnels politiques parlementaires que les chefs politiques parlementaires ont imaginés pour compenser l'effet de la déperdition politique parlementaire. Et le ton de commandement est en particulier un ton additionnel que les chefs ont imaginé pour compenser le même effet. Puisque les troupes entendent moins quand on dit plus, puisque les troupes politiques parlementaires font la réduction, la traduction, il faut bien qu'inversement les chefs disent plus pour qu'on entende moins, qu'ils parlent un langage à réduire et à traduire. Une fois ce langage fiduciaire, conventionnel, établi par un jeu de surenchère croissante, il faut bien que tout le monde le parle, et ceux mêmes qui ont le plus contribué à l'établir en sont les premiers prisonniers. Tout le monde en est prisonnier. Qui ne le parlerait pas, serait mal entendu, ou ne serait pas entendu du tout. Puisque dans ce langage conventionnel par l'effet de cette surenchère et de cette exagération constante et croissante ces mots : *Nous sommes assurés d'emporter la victoire* signifient : *Nous sommes rudement menacés* ; et puisque ces mots : *Nous sommes rudement menacés* veulent dire : *Nous avons été irrémédiablement battus*, quand un orateur veut dire : *Nous sommes rudement menacés*, il est bien forcé de dire : *Nous sommes assurés de remporter la victoire*, parce que s'il disait : *Nous sommes rudement menacés*, tout le monde entendrait : *Nous avons été irrémédiablement battus*. Ainsi le mensonge parlementaire, contaminant le langage même, victime et prisonnier de sa propre surenchère et de sa propre exagération, tourne, rôde et bourdonne en un cercle d'outrances. Et l'autorité de commandement de groupe, l'autorité de commandement politique parlementaire est une outrance particulière parmi tant d'outrances.

Peut-être assistons-nous ici au phénomène le plus important de toute l'histoire parlementaire contemporaine : le peuple des électeurs entend et parle un certain langage politique presque sincère ; la foule des élus entend et parle un autre langage politique, un

langage convenu, tout à fait différent du premier, mais correspondant au premier, formé des mêmes mots que le premier. Si le peuple politique des électeurs et la foule politique des élus parlaient deux langages politiques totalement différents, il n'y aurait qu'un moindre mal ; ces deux parties de la nation vivraient séparément, et par suite assez indépendamment ; si le langage politique des élus n'était pas formé des mêmes mots que le langage politique des électeurs, les électeurs continueraient à ne rien savoir, mais au moins ils sauraient qu'ils ne savent rien ; ils se trouveraient en présence d'une langue étrangère, mais qu'ils connaîtraient pour étrangère. Ce qui fait presque tout le danger de la situation politique parlementaire actuelle, c'est que le langage politique parlementaire des élus et le langage politique des électeurs sont deux langages parallèles, correspondants, à la fois totalement étrangers pour le sens, et pourtant formés des mêmes mots, deux langages où les mêmes mots figurent, soutiennent les mêmes rapports, mais en des sens totalement différents, totalement étrangers. Ainsi le peuple croit savoir, et il ne sait pas, et il ne sait pas qu'il ne sait pas. Le peuple suit des discours entiers, des sessions entières, des législatures entières, des régimes entiers sans y entendre un mot ; mais il croit qu'il entend parce qu'il suit tous les mots et toutes les relations formelles des mots entre eux. Il y a ainsi entre le pays et sa représentation non pas un inentendu, ce qui serait grave, non pas un malentendu, ce qui serait plus grave, mais un faux entendu perpétuel et universel, à qui on est sûr que rien ne peut échapper.

Le peuple et les parlementaires disent *la République*, *la liberté*, *la révolution* ; mais ce n'est ni la même République, ni la même liberté, ni la même révolution.

Telle est évidemment la forme la plus grave du mensonge politique. Les mensonges individuels fabriqués, les mensonges collectifs, les mensonges particuliers, tant qu'il y en ait, si bien faits, et si habile qu'en soit la contexture, sont au moins limités. Mais qu'imaginer de plus dangereux qu'un mensonge illimité, faussant le langage même, extensible donc autant que le langage, inaperçu et doublé d'une sécurité fausse.

La presse politique, si entrée de toutes parts dans la politique parlementaire, a contribué pour beaucoup à l'établissement de cet universel faux entendu ; elle en a fait la grande extension ; elle en maintient aujourd'hui la domination et le vice. Tous les journaux politiques, sans aucune exception, tous les journaux de tous les partis politiques, de *La Petite République* à *L'Autorité*, parlent ce langage politique parlementaire, et presque tous les lecteurs entendent ce langage en français. Et les journalistes et les députés savent parfaitement que les lecteurs et que les électeurs entendront en français tout ce qu'ils écrivent et tout ce qu'ils disent en parlementaire. Et c'est ce qui les rend aussi totalement coupables. Car ils ne peuvent arguer de leur ignorance. Mais c'est aussi tout le secret du jeu. La distance qu'il y a du langage parlementaire au langage français mesure à chaque instant le bénéfice de l'opération, puisque les parlementaires promettent au peuple en langage parlementaire et que le peuple tient aux parlementaires en langage français.

Charles Péguy, *Cahiers de la quinzaine*, 16 juin 1903.

Texte 2

La Maison-Blanche, avec en son cœur le Bureau ovale, est considérée comme une scène, le plateau où l'on tourne le film de la présidence. La *story* d'un candidat présidentiel est la fiction qui ordonne et rend immédiatement lisible un écheveau d'idées contradictoires, d'impressions et d'actions diverses. Il ne s'agit pas d'éclairer l'expérience vécue à travers un récit, mais simplement d'habiller des silhouettes et de les dynamiser, de transformer le nouveau président et son entourage en personnages d'un « récit cohérent », de rendre populaire la saga de ses faits et gestes. « Tout, dans le personnage politique, raconte une histoire, écrit Seth Godin, sa tenue vestimentaire, son épouse, ses conseillers… »

Le pouvoir exécutif devient un pouvoir d'« exécution », de *réalisation* (au sens cinématographique) du scénario présidentiel considéré comme un enchaînement de décisions et qui fait l'objet d'un montage permanent, ce à quoi se résume l'activité hautement symbolique du pouvoir : coordination des flux d'informations, contrôle centralisé de la politique d'information, pouvoir d'influence directe et indirecte sur les médias, mobilisation du soutien public aux initiatives présidentielles… C'est très exactement le programme mis en œuvre par le président français élu en mai 2007, Nicolas Sarkozy, lors de sa campagne électorale et des premiers mois de son mandat.

On voit bien le danger d'une telle pratique du pouvoir, écrivait John Antony Maltese dès 1994 : « Une démocratie moins délibérative, des citoyens inondés par le spectacle symbolique de la politique, mais incapables de juger ses leaders et le bien-fondé de leurs politiques. » Selon Richard Rose, auteur en 1998 du livre *The Postmodern President*, « la clé d'une présidence postmoderne est la capacité à conduire (ou à fabriquer) l'opinion. Le résultat en est une sorte de campagne électorale permanente ».

Au cours de sa leçon inaugurale au Collège de France, le 2 décembre 1970, Michel Foucault rapportait une anecdote selon laquelle le shogun au Japon avait entendu dire que la supériorité des Européens en matière de navigation, de commerce, de politique et d'art militaire était due à leur connaissance des mathématiques : « Comme on lui avait parlé d'un marin anglais qui possédait le secret de ces discours merveilleux, il le fit venir dans son palais et l'y retint. Seul à seul avec lui, il prit des leçons. Et c'est au XIX[e] siècle qu'il y eut des mathématiciens japonais. » Cette anecdote « si belle qu'on tremble qu'elle soit vraie » ramène à une seule figure toutes les formes et les contraintes du discours, écrit Michel Foucault : « Celles qui en limitent les pouvoirs, celles qui en maîtrisent les apparitions aléatoires, celles qui font sélection parmi les sujets parlants. »

Une telle illusion est-elle encore possible aujourd'hui, alors que les sources, les formes et les producteurs d'énoncés ont éclaté, produisant ce pullulement de signes énigmatiques que Jean-François Lyotard a défini comme la « condition postmoderne » ? Comment fédérer l'explosion des pratiques discursives sur Internet ? Comment communiquer dans le chaos des savoirs fragmentés sans le secours d'une figure commune de légitimation ? Comment donner un sens à des expériences sociales et professionnelles caractérisées par l'effondrement du temps long et la précarité ? Comment constituer des ensembles, une suite logique ou chronologique ? Comment traiter les conflits d'intérêts, les collisions idéologiques et religieuses, les guerres culturelles ? Ce sont quelques-unes des questions auxquelles sont confrontés la parole politique et tous ceux qui sont en charge de son expression, qu'ils soient journalistes ou hommes politiques, conseillers du Prince, spécialistes du marketing politique ou rédacteurs de discours. C'est ainsi que le storytelling s'est imposé comme la formule « magique » capable d'inspirer la confiance et même la croyance des électeurs-sujets.

Aujourd'hui, le shogun, ou ce qui en tient lieu – le président de la République, le chef d'état-major, les *spin doctors* – ne s'encombrerait pas d'un marin mathématicien. Il jetterait son dévolu sur un conteur créole, un griot africain ou à défaut un *storyteller*… Le paradigme postmoderne est en effet le plus souvent invoqué pour expliquer une telle dérive des discours politiques. On pourrait même le qualifier d'idéologie spontanée dans cette galaxie nouvelle qu'a formée Internet, appelée à remplacer la galaxie Gutenberg, un nouvel univers discursif en extension, avec ses constellations inconnues, peuplées de milliards d'étoiles sans nom, de satellites-auteurs et de trous noirs.

Le chaos des savoirs fragmentés a favorisé le « tournant narratif » de la communication politique et la venue d'une ère nouvelle, l'âge performatif des démocraties, qui n'aura plus pour figures de proue les conseillers du Prince, les Talleyrand ou les Mazarin, mais des prophètes et des gourous, les *spin doctors* des partis, enivrés par leur pouvoir de narration et de mystification. Et pour *modus operandi* le storytelling, seul capable d'enserrer dans une

prise unique la dispersion des intérêts et des discours. Jamais sans doute n'a été aussi prégnante la tendance à considérer la vie politique comme une narration trompeuse ayant pour fonction de substituer à l'assemblée délibérative des citoyens une audience captive, tout en mimant une socialité qui n'aurait plus rien en commun que des séries télévisées, des auteurs et des acteurs, et à construire ainsi une communauté virtuelle et fictionnelle. Cette dérive est si étonnamment fluide, diffuse dans l'esprit du temps, mêlée à notre atmosphère la plus intime comme au climat général de l'époque, qu'elle passe inaperçue. C'est même la clé de son irrésistible succès.

André Salmon, *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2007.

Texte 3

Le Brexit a été le premier grand vote de l'ère de la *post-truth politics*, de la politique post-vérité. La campagne quelque peu apathique, menée sans grande énergie en faveur du maintien dans l'Union européenne sous le mot d'ordre « Remain » avait bien tenté de combattre par les faits les arguments fallacieux, mais il s'avéra très rapidement que si les « faits » étaient une « devise », cette dernière venait de subir une très sévère « dévaluation ». Autrement dit, on avait considéré jusqu'à présent qu'il existait une série de faits démontrables par A + B (des vérités de fait) et qu'ils étaient non seulement l'objet mais la *condition* d'un débat contradictoire. Cet accord tacite était désormais ébranlé et la discussion était donc devenue impossible.

C'est bien ce à quoi faisait référence le dictionnaire d'Oxford en indiquant que la post-vérité avait rendu la vérité inessentielle ou hors de propos.

Quand un fait commence à ressembler à ce que vous pensez être vrai, poursuit la journaliste, il est très difficile pour quiconque de faire la différence entre les « faits » qui sont vrais et les « faits » qui ne le sont pas. Le brouillage des frontières rend problématique à la fois le partage du vrai et du faux et la notion même de « fait ».

On pense évidemment aux « faits alternatifs » (*alternative facts*) dont avait parlé la porte-parole de la Maison-Blanche au moment de la polémique sur le nombre de spectateurs présents lors de la journée d'investiture de Donald Trump : faits alternatifs qui ne concernaient pas seulement le comptage de la foule, mais les conditions météorologiques. Comme approuvé par le ciel, Donald Trump avait déclaré que la pluie s'était « immédiatement arrêtée et que le ciel s'était ensoleillé » lorsqu'il avait commencé son discours. Une fois le discours terminé, les averses avaient repris de plus belle. Or, comme l'a rappelé le New York Times, il a plu durant toute la cérémonie... À quoi Sean Spicer, autre responsable de l'équipe présidentielle, répondit : « Je pense que parfois nous pouvons être en désaccord avec les faits. »

Il est inutile de s'appesantir sur le rôle joué par les divers réseaux socio-numériques qui facilitent la prolifération d'informations contradictoires et souvent ouvertement mensongères. C'est là que s'informe la majorité des 18-24 ans, et l'on sait que le caractère « viral » de ce mode de diffusion est décisif. La technologie est un vecteur et on aboutit à la conséquence suivante : « De plus en plus, ce qui passe pour des faits n'est qu'un point de vue de quelqu'un qui pense que c'est vrai – et la technologie a permis à ces "faits" de circuler facilement. » Il faudrait ajouter que le point de vue en question est surtout celui de quelqu'un qui *désire* que ce soit vrai et pour qui les « faits » en question renforcent les croyances déjà existantes : car les algorithmes qui sélectionnent les informations que nous consultons proposent une vision du monde conforme à nos attentes, ce qui ne favorise pas l'exercice critique. Dans ces

conditions, nous avons d'autant moins de chances d'« être exposés à une information qui stimulerait ou élargirait notre vision du monde » et de tomber sur des faits susceptibles de réfuter les informations fausses partagées par d'autres.

Cet article du *Guardian* – et c'est la raison pour laquelle il y a été fait référence assez longuement – ne se contente pas d'analyser les effets de la révolution numérique sur la nature et la diffusion de l'information. Il conduit à dissiper certaines ambiguïtés sur la teneur de la post-vérité et de la démocratie dite « post-factuelle ». À considérer d'abord la question de l'information, il y aurait beaucoup de naïveté à penser que les réseaux socio-numériques ont porté atteinte à une valeur autrefois unanimement respectée par la presse traditionnelle : à savoir l'autonomie présente à la fois dans la pensée et dans l'action, l'objectivité, le respect total d'une éthique journalistique interdisant la distorsion dans la relation des faits. On sait que – indépendamment des nouveaux canaux que sont les réseaux sociaux et même si la recherche de la vérité est définie comme une exigence essentielle –, la presse n'est pas soustraite à des contraintes fortes (économiques, commerciales) et qu'elle est aujourd'hui soumise à des logiques communicationnelles qui affaiblissent aussi bien le journalisme d'opinion que le journalisme d'information.

Il n'est donc pas question de considérer la post-vérité comme une désinformation fallacieuse et falsificatrice qui aurait succédé à une information orientée vers la recherche de la vérité. Encore moins peut-on imaginer que la politique post-vérité (*post-truth politics*) vient en lieu et place d'une politique démocratique investie par le respect de la vérité et exempte de toute tentative de désinformation. On se souvient qu'en 1986, les autorités nucléaires françaises avaient publié un communiqué affirmant qu'après l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl la hausse de la radioactivité en France était « non significative pour la santé publique » : le nuage venu d'Ukraine s'était par miracle arrêté aux frontières françaises. Sans parler des fausses preuves produites en 2003 par l'administration américaine sur les « armes de destruction massive » dont aurait disposé Saddam Hussein et qui avaient déclenché l'intervention en Irak.

Ces exemples, parmi tant d'autres, suffisent à mettre en évidence que la nouveauté du phénomène – si nouveauté il y a – ne réside pas dans l'avènement d'une ère de mensonge généralisé qui aurait succédé à une époque où triomphait la vérité. Si nous sommes attentifs aussi bien aux indications du dictionnaire d'Oxford qu'aux questions que pose l'article du *Guardian*, il s'agit de tout autre chose : d'une indifférence à la vérité, d'un brouillage des frontières, d'un partage devenu inessentiel entre le vrai et le faux. Le fait que cette indifférence soit liée aux conditions de la politique – les facteurs déclenchants ayant été le Brexit et l'élection de Trump – est évidemment fondamental.

Myriam Revault d'Allonnes, *La Faiblesse du vrai, Ce que la post-vérité fait à notre monde commun*, Seuil,2018

Les attentes du jury

L'épreuve d'étude et synthèse de textes est une épreuve de culture générale, ce qui suppose que les candidats mobilisent leurs connaissances et leur culture (même s'ils ne disposent pas de documents) pour réfléchir à des problématiques liées aux programmes des classes préparatoires économiques et commerciales.

L'épreuve est corrigée par des professeurs particulièrement attentifs à la correction de la langue, à la clarté, à la justesse et à l'élégance de la formulation. Il importe donc de retenir qu'à côté de la bonne compréhension des textes et de la maîtrise proprement dite de l'exercice de synthèse, une part de la notation valorisera ou pénalisera l'expression (songeons particulièrement aux énoncés convenus, maladroits ou répétitifs).

L'épreuve est régie par quelques conventions précises en termes de physionomie et de composition du texte à produire ; rappelons les principes et les aménagements qui ont été consacrés par la tradition au fil des ans :

- le texte à produire commence par une question, la plus précise possible, mais aussi la plus apte à saisir l'unité du corpus ; toute autre forme d'introduction s'éloigne de l'attente des correcteurs ;

- la conclusion qui viendrait clore le travail après le point de convergence et les trois points de confrontation est déconseillée ;

- les points de confrontation sont formulés sous forme de questions, ce qui correspond plus à un usage qu'à une stricte obligation ;

- le respect de la fourchette imposée (300 mots, plus ou moins 10 %) est impératif. Le non-respect de cette règle entraîne des pénalités croissantes par tranches de mots manquantes ou excédentaires ; dans le décompte des mots, les noms des auteurs comptent pour un seul mot ;

- le respect de l'orthographe est impératif ; certes, les pénalités ne frappent pas la copie dès la première faute et une « licence » d'une, deux, voire trois fautes est laissée à l'appréciation des correcteurs ; au-delà, la sanction est forte et appliquée de manière systématique.

Remarques de correction

Le choix des textes et des auteurs

Il obéit cette année encore à une logique coutumière dans ce concours puisqu'il fait cohabiter une référence classique et deux autres extraits tirés d'ouvrage renvoyant à une actualité plus immédiate. Que la communication politique entretienne avec la vérité des relations flexibles n'est pas chose nouvelle, y compris en démocratie ; les trois textes s'emploient à montrer de manière fine la nature de cette dénaturation et son évolution. Les différents auteurs nous donnent à voir, dans une logique d'approfondissements successifs, les différentes étapes d'une mise en péril de plus en plus alarmante, par l'entremise du jeu de la parole politique, voire dans l'exercice de la politique elle-même et des repères structurant notre expérience.

C'est en effet d'atteintes portées au lexique, aux unités qui composent le langage qu'il est question dans le texte de Péguy, qui montre comment les nécessités de la mobilisation permanente des forces militantes conduisent à dénaturer les significations.

C'est de scénarisation de la réalité d'un moment, d'une personne ou d'un contexte qu'il est question dans le texte de Salmon, et ce dans le but de contrôler ces réalités comme on contrôle l'opinion d'un public de citoyens transformés en consommateurs d'histoires sans cesse inventées et renouvelées.

C'est enfin d'ignorance délibérée de la réalité des faits eux-mêmes qu'il est question dans le texte de Revault d'Allonnes qui pointe l'émergence, au sein des démocraties modernes et de leurs pratiques, d'une volonté d'abolir jusqu'à la notion même de réalité des faits et de vérité objective.

Quelques mots sur les auteurs

On ne présentera pas Péguy (1873-1914), brillant intellectuel dreyfusard, catholique fervent soucieux d'utiliser sa foi comme un levier de contestation du monde, poète et observateur avisé de la réalité de son temps. Le texte présenté aux candidats, même s'il est rédigé en prose et tourné vers une actualité immédiate, donne à voir certains aspects caractéristiques de son style, notamment avec la réitération dans les premières lignes de l'adjectif et du substantif « parlementaire », qui donne à la prose l'allure d'un récitatif rythmé par un leitmotiv obsédant, même si ce récitatif n'est jamais dépourvu de force polémique ni d'ironie mordante. Le texte est extrait des *Cahiers de la Quinzaine*, revue bimensuelle comme son nom l'indique, créée par Péguy lui-même le 5 janvier 1900 et dont le siège se situait rue de la Sorbonne. 238 numéros ont été publiés jusqu'à la mort de Péguy en juillet 1914 dans les combats du début de la Première Guerre mondiale. La revue diffusait des textes de circonstance, dont celui proposé ici fournit un exemple représentatif.

Christian Salmon est chercheur au CNRS. Il s'est fait connaître du grand public en 2008 avec l'ouvrage dont est tiré le texte proposé aux candidats, et dont le titre complet indiqué dans le sujet, *Storytelling – La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, pouvait fournir des pistes de réflexion aux candidats. Le but de cet ouvrage est d'identifier et d'interpréter la prolifération au sein de nos sociétés, dans les sphères les plus diverses, de discours narratifs qui se substituent de plus en plus systématiquement à tous les autres. Argumentation, persuasion, conviction cèdent le pas à la narration, ou plutôt tendent de plus en plus à se confondre avec elle, dans une évolution décrite et synthétisée dans les dernières pages de l'ouvrage, et constatable aussi bien au niveau microéconomique, dans les entreprises, où le storytelling investit les techniques de production et de vente, qu'au niveau juridico-politique où les systèmes en place se soucient non seulement « *d'enregistrer les allées et venues et les faits et gestes des individus, mais de prévoir leur comportement, de profiler leur histoire et de l'anticiper* » (p. 224), sans oublier le niveau macro politique, où l'on constate « la multiplication des références légitimantes au récit comme discours de validation des pratiques sociales et de légitimation de l'ordre social dans lequel s'inscrivent ces pratiques » (p. 224-225).

Myriam Revault d'Allonnes est professeur à l'École pratique des hautes études. Elle a notamment publié *Ce que l'homme fait à l'homme – Essai sur le mal politique* (1995), *Le Pouvoir des commencements. Essai sur l'autorité* (2006), *L'Homme compassionnel* (2008) et *Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie* (2010). Le simple énoncé de ces titres, sans même parler de la lecture intégrale des ouvrages, permet de la définir comme une observatrice éclairée de nos sociétés dont elle s'attache à analyser les évolutions.
Son précédent ouvrage marquant s'intitule *La crise sans fin – Essai sur l'expérience moderne du temps*. Publié aux Éditions du Seuil à l'automne 2012, il partait du constat de l'omniprésence de la « crise », qui n'est plus un aboutissement ni un moment succédant à d'autres qui seraient perçus sur un autre mode, plus apaisé. La crise est devenue « *la trame même de notre existence* », tant il est vrai qu'il est courant d'entendre parler de crises touchant des domaines aussi divers que la finance, l'éducation et la culture, la famille et le couple, l'environnement, l'autorité et les valeurs en général. Myriam Revault d'Allonnes lie cet état des choses au fait que nos sociétés sont devenues des sociétés absolument modernes, au sens où *elles ont abandonné l'idée que les repères inscrits dans un passé et dans une tradition pouvaient fournir une aide à la compréhension et la maîtrise du monde*. Le monde est devenu incertain, les grands récits ne nous parlent plus, et nous choisissons même, imitant en cela les pouvoirs qui nous gouvernent, de les ignorer, dans une posture qui n'est pas inédite certes, puisque le troisième texte présenté cette année aux candidats rappelle des circonstances dans lesquelles les démocraties se sont peu souciées de vérité, mais qui se systématise et permet de parler, comme dans les dernières lignes, d'« *indifférence à la vérité* » et de « *partage devenu inessentiel entre le vrai et le faux* ». L'ouvrage dont est extrait ce troisième texte proposé aux candidats, publié en octobre 2018, s'intitule *La faiblesse du vrai – Ce que la post-vérité fait à notre monde commun*, et son titre comme son sous-titre attirent l'attention sur les dangers d'une évolution qui permet de constater le caractère de plus en plus distendu des liens entre vérité et politique.

Pistes de lecture des textes

Dans le texte de Péguy, un premier paragraphe déjà évoqué plus haut identifie les distorsions du lexique opérées dans le discours des chefs de parti. La suite du texte examine les conséquences et les enjeux de la multiplication de ces manières de parler : clivages et incompréhension, désunion voire désagrégation de la société. Et la fin pointe également la responsabilité de médias complices.
Dans le texte de Salmon, les trois premiers paragraphes établissent le constat de l'invasion du réel par le fictionnel, avant de laisser place au rappel d'une anecdote qui exprime la volonté ancestrale de contrôle des pratiques et des discours par les pouvoirs. Les trois derniers paragraphes signalent enfin les difficultés de mettre en œuvre ces finalités, dans une époque de plus en plus caractérisée par la prolifération des énoncés, prolifération qui a conduit à identifier dans le *storytelling* un moyen de réduire l'effrayante complexité de l'existant.
Dans le texte de Revault d'Allonnes, les trois premiers paragraphes font le constat de l'émergence de ces pratiques rassemblées sous les dénominations de « *fake news* » et de « vérité alternative » ou « vérité faussée » par les commentateurs et les éditorialistes. Les paragraphes 4 et 5 reviennent ensuite sur la responsabilité de la révolution numérique dans la diffusion de telles pratiques, avant que le 6e ne signale que l'époque numérique n'a pas le monopole du mensonge ou de la vérité faussée, et que le dernier paragraphe ne situe les enjeux globaux d'une évolution qu'il est possible, comme on l'a vu plus haut, de décrire en termes de destruction concertée de la réalité.
Les trois textes :

- analysent les ***formes*** prises par l'irruption du mensonge, de la manipulation, de la distorsion du réel comme pratiques caractéristiques du politique ;
- pointent les ***conséquences*** de ces pratiques sur les sociétés ;
- interrogent les ***enjeux*** globaux d'ordre philosophique et politique de cette évolution.

Les difficultés rencontrées lors de cette session
Comme chaque année, il convient de souligner les traditionnels travers qui portent sur la maîtrise de l'orthographe (une nouveauté : « la politic » !), le lexique (« le discours des hommes politique est <u>vérace</u> » pour « véridique ») et la syntaxe (soulignons la difficulté grandissante à distinguer et à employer avec discernement l'interrogation et l'interrogation indirecte), et qui demeurent des éléments essentiels de l'évaluation des copies.

Cette année, le rapport veut faire le point sur quelques défauts singuliers : l'absence d'intérêt porté au paratexte, l'incompréhension de certaines notions, la formulation d'ouverture de la synthèse, l'organisation toute faite de certains plans.

- L'absence d'attention portée au paratexte

Les candidats doivent prêter une attention particulière dans la lecture qu'ils font des textes, aux éléments du paratexte, c'est-à-dire aux noms des auteurs et au contexte historique dans lequel ces textes ont été rédigés.
Tout d'abord, elle éviterait des erreurs sur les auteurs ; nombre de candidats n'ont pas porté attention cette année au fait que le prénom de Myriam Revault d'Allonnes induisait que l'auteur était une femme, et ils en ont parlé au masculin.
Ensuite, nous avions ici deux époques de rédaction des textes nettement différenciées puisque celui de Péguy a été écrit au début du XXe siècle, alors que les deux autres l'ont été au début du XXIe, ce qui fait un écart d'un siècle entre les textes, et implique des perceptions très différentes d'un auteur par rapport aux deux autres ! Il est ainsi impossible par exemple de faire une question globale parlant d'époque « contemporaine » ou d' « aujourd'hui », car si elle inclut le contexte d'écriture de Christian Salmon et de Myriam Revault d'Allonnes, elle exclut de facto l'époque de Péguy.

Cet écart de temporalité entre les textes amène à appréhender avec prudence le rôle des médias dans la problématique. Ce thème était très important dans la confrontation entre les textes, mais à l'époque de Péguy, il ne s'agit que de la presse ; un siècle plus tard, l'arrivée massive des réseaux sociaux et de l'informatique a bouleversé la diffusion de l'information. On ne pouvait pas dans la synthèse amalgamer ces vecteurs d'information !
Par conséquent, le traitement d'un thème commun comme l'altération de la vérité dans la communication politique avec un corpus présentant un écart chronologique d'un siècle invitait les candidats à inclure dans leur synthèse une perspective d'évolution historique, du texte de Péguy à celui de Myriam Revault d'Allonnes. Il fallait par exemple se demander comment ce qui était en germe et déjà dénoncé au début du XXe siècle avait évolué jusqu'à nos jours.

- La notion de « storytelling »

On pouvait penser la notion largement relayée par les médias et désormais adoptée par une culture d'époque. Il n'en est rien, visiblement, pour les candidats. Les comptes rendus ont été très allusifs dans nombre de copies, si bien qu'on peinait parfois à deviner de quoi pouvait bien parler l'auteur du texte, à la seule lecture de la copie. Formulation maladroite ou franche méconnaissance de cette pratique politico-médiatique ? Certaines formulations laissaient croire à une lecture du phénomène comme *métaphore* : les politiques « font du cinéma », sont de « vrais acteurs », ou « comédiens », il s'agit d'un « jeu de rôle », ils nous « racontent des histoires ». Le storytelling est le fait de raconter une histoire à des fins de communication, souvent dans le domaine commercial ou politique ; le storytelling quitte le champ de la raison et de l'argumentation rationnelle au profit de la séduction : il s'agit de capter l'attention de l'auditeur et de susciter son émotion. Le storytelling dont parle Salmon n'est pas sans rappeler « Le Pouvoir des fables » de La Fontaine et le courroux de l'orateur face à ce peuple « enfant » si enclin à se laisser séduire par une histoire.

- La formulation de la question d'ouverture

Les trois textes proposés cette année portaient sur le rapport de la communication politique et de la vérité en régime démocratique. Charles Péguy, à l'orée du XXe siècle, Christian Salmon au début des années 2000 et Myriam Revault d'Allonnes plus récemment analysent la dénaturation progressive de ce lien avec la vérité, en variant les approches et les outils d'analyse. Dans la grande majorité des cas, cette thématique commune aux trois extraits a été remarquée par les candidats. Encore fallait-il parvenir à formuler précisément et à problématiser cette communauté d'intérêts des trois auteurs. Or, la question introductive proposée est souvent maladroite, même dans des copies qui se révèlent par la suite lucides dans la restitution du contenu des textes. Il y a là sans doute chez les candidats une difficulté à commencer. Du point de vue du correcteur, l'appréciation de cette question initiale constitue en tout cas un critère décisif de notation, et il est donc essentiel de soigner cette étape.
Rappelons en effet que le rôle de la question d'ouverture est de donner une orientation précise à la synthèse qui va suivre, de soulever un problème auquel les auteurs apportent des réponses nuancées. Pour cette étape du devoir, il convient autant que faire se peut d'éviter l'interrogation purement rhétorique, qui n'est pas propice à la création d'une tension sur le plan de la réflexion. Une question comme « La vie politique fait-elle place au mensonge ? » ne suscite guère de suspense…
Le premier écueil à éviter est la généralité excessive : une interrogation n'a d'intérêt que si elle oriente la synthèse vers un problème spécifique. Il convient ainsi d'éviter des questions floues telles que « Quels changements touchent actuellement le monde politique ? », « Quelle est l'origine du pouvoir de l'État sur le peuple ? », ou encore « Quels sont nos rapports avec le mensonge ? ». Les questions trop elliptiques, comme « La politique, une manipulation ? », relèvent de la facilité ou de la paresse, et ne parviennent pas à convaincre.

Il convient aussi, dans la formulation de cette question - et de celles qui vont suivre du reste - d'éviter les fautes de syntaxe et d'accord : « comment les autorités politiques jouent-*ils* un rôle dans les sociétés ? » est gênant en ouverture de devoir. Rappelons enfin que la formule « dans quelle mesure… », plébiscitée par les candidats, s'utilise de préférence au singulier, et que l'inversion du sujet et du verbe qui complète l'interrogation directe en français s'accompagne du tiret (vient-il, a-t-elle…) et non de l'apostrophe.

Soulignons cependant qu'un certain nombre de candidats a su, cette année comme les précédentes, faire preuve d'une grande lucidité dès l'amorce de la synthèse, en mettant d'emblée en lumière l'axe de réflexion commun aux trois textes proposés. Retenons notamment, parmi de nombreux exemples : « Le mensonge est-il devenu une norme dans la communication politique actuelle ? » ou encore « Dans quelle mesure l'exercice du pouvoir en régime démocratique s'accompagne-t-il d'un recours au mensonge ? »

- Les synthèses qui oublient de faire dialoguer les textes entre eux

Ultime défaut noté cette année, les plans qui négligent d'articuler les textes entre eux. Dans le plan proposé ci-dessous, plan qui n'est pas absolument rédhibitoire, l'absence de dialogue entre les textes nuit à l'évaluation de la copie, et ce en dépit des qualités intrinsèques du devoir. Chaque sous-partie suit le fil d'un auteur, mais sans l'articuler avec les deux autres, alors que le propre de la synthèse consiste précisément à mettre en regard les différents points de vue sur un objet bien défini.

Le discours politique est-il devenu un perpétuel mensonge ?

1. *Comment se décrit le discours politique ?*
    a. *Pour Péguy, c'est un mensonge*
    b. *Pour Salmon, c'est la narration d'un récit*
    c. *Pour Revault d'Allonnes, c'est l'expression de points de vue sur les faits*
2. *Qu'est-ce qui a permis cela ?*
    a. *Pour Revault d'Allonnes, ce sont les algorithmes des réseaux sociaux*
    b. *Pour Salmon, c'est la capacité de diffusion des réseaux sociaux*
    c. *Pour Péguy, c'est la presse.*
3. *Quels sont les changements induits ?*
    a. *Péguy : le citoyen n'a plus conscience de son ignorance*
    b. *Salmon : le discours politique rencontre l'assentiment du peuple*
    c. *Revault d'Allonnes : l'avènement d'une indifférence à la vérité.*

On voit ici que l'argumentation de chaque auteur suit une ligne indépendante. Le plan classique (faits / causes / conséquences) revient à juxtaposer les causes et les conséquences de trois situations fort différentes. Les points de convergence ou de divergence ne peuvent être mis en valeur.

Ce défaut est favorisé par un choix mal avisé des questions intermédiaires. L'emploi de « cela » (« Qu'est-ce qui a permis cela ») génère une référence vague et suscite le risque de superposer les arguments sans les articuler. De même, la question « Quels sont les changements induits » risque de donner lieu à une superposition de phénomènes hétérogènes ; du reste, le simple fait qu'elle pourrait convenir à n'importe quel corpus est un signe qu'il faut la reformuler et la recentrer.

Ici, il aurait mieux valu resserrer la première question pour entrer plus nettement dans le sujet (« Comment se manifeste le mensonge dans le discours politique »), ce qui aurait permis de confronter différents types de mensonge (le type lexical, le type narratif, le type factuel). La deuxième question aurait gagné à proposer une formulation sans ambiguïté (« Comment expliquer la diffusion de ces mensonges ? »). Il aurait été bon, alors, de se souvenir que l'un des textes est antérieur aux autres, pour articuler les différentes causes dans une logique au moins chronologique : ainsi, il était possible de rappeler que pour Revault d'Allonnes, les réseaux sociaux n'avaient pas l'apanage de la diffusion des faux faits, puisque la presse elle-même était mensongère – et de montrer que cette analyse rencontrait en partie celle de Péguy, qui déjà un siècle plus tôt accusait la presse écrite de pratiquer le double langage…

Conseils aux futurs candidats

- Respectez les règles de l'exercice, interdisez-vous la juxtaposition de trois résumés, évitez l'absence de décompte des mots ou les erreurs de décompte.
- Respectez le sens des textes et évitez les plans tout faits.
- Faites un bon usage de votre culture générale.
- Essayez de trouver les points de convergence des trois textes sans oublier leurs dissemblances.
- Exprimez-vous dans une langue correcte, claire, rigoureuse en évitant les effets de style grandiloquents ou la copie paresseuse des expressions savantes des textes.
- Veillez à la cohérence interne, à la lisibilité et à la bonne intelligence de votre propos.
- Veillez à la correction orthographique de la synthèse.
- Proposez une copie soignée, à l'écriture lisible et respectueuse des règles de présentation de la synthèse. Ratures, renvois, repentirs et « blancs » (dus aux effaceurs, mais non comblés) font d'emblée mauvaise impression.

Corrigés type

1re proposition de corrigé

En quoi l'exercice moderne du politique se définit-il de plus en plus comme une offensive orchestrée contre l'harmonie et l'intelligibilité du monde ?

Comment expliquer cette évolution ? Média et dirigeants, rappelle Revault d'Allonnes, n'ont jamais voué un culte exclusif à la vérité, même dans le monde éthique, et largement mythifié, d'avant les abus des réseaux sociaux. Péguy, lui, souligne que les nécessités opérationnelles des batailles parlementaires poussent depuis longtemps les chefs désireux de galvaniser leurs troupes à mobiliser une rhétorique outrancière déconnectée des situations réelles. Salmon, enfin, évoque les stratégies d'appareils d'État soucieux, avec le *storytelling* contemporain, d'enrober dans l'écrin de narrations rassurantes l'effrayante complexité d'un monde fragmenté en discours, savoirs et temporalités irrévocablement multiples.

Comment cet exercice détruit-il les communautés sociales ? En cantonnant, selon Péguy, citoyens électeurs et dirigeants, sans oublier les journalistes complices, dans des univers séparés par un abîme infranchissable, mais dissimulé par l'illusion de la pérennité du langage commun. En transformant, pour Salmon, les citoyens en consommateurs passifs de scenarii mystificateurs, aux antipodes d'une réelle interactivité démocratique, d'autant plus compromise dorénavant quand chacun peut, à en croire Revault d'Allonnes, vivre barricadé dans ses croyances dont la technologie numérique active en permanence le renouvellement et la diffusion virale.

Quels défis affrontons-nous alors ? Si Péguy dénonçait déjà l'apparition, aux marges du français commun, d'un langage faussé, dont les énoncés véhiculent des significations mensongères où les locuteurs finissent par se perdre, Salmon et Revault d'Allonnes, plus alarmistes encore, dénoncent, pour le premier, la transformation de la réalité politique et sociale en une fiction perpétuellement ajustée par des scénaristes cyniques en quête d'audiences à captiver et, pour la seconde, la destruction de la réalité même, dans un monde où faits, repères objectifs, vérité et mensonge importent moins que la nécessité pour des pouvoirs d'imposer leurs vues, non pas en occultant ou déformant le vrai, mais en l'ignorant délibérément.

(330 mots)

NB : selon l'usage « Revault d'Allonnes » compte pour un seul mot.

2e proposition de corrigé

La communication politique est-elle vouée à se dénaturer en mensonge dans les démocraties ?

Vit-on aujourd'hui dans une ère du mensonge ? En 1903, Charles Péguy constate déjà l'existence d'une imposture linguistique : les hommes politiques emploient sciemment un double langage, compris différemment par leurs pairs et par le peuple. Pour Myriam Revault d'Allonnes, la nouveauté est ailleurs, dans l'avènement de la post-vérité, une ère non du mensonge, mais de l'indifférence à la vérité. À mi-chemin entre vérité et mensonge, André Salmon pointe le phénomène de storytelling qui voit le pouvoir en place communiquer sous la forme d'un récit fictionnel et fallacieux destiné à donner du sens et inspirer confiance.

Complices ou instrumentalisés : quelle est la responsabilité des médias dans cette dérive ? Myriam Revault d'Allonnes et Charles Péguy incriminent la presse traditionnelle. Péguy l'accuse d'entretenir sciemment un double langage à l'insu du peuple, en collusion avec les parlementaires. Revault d'Allonnes évoque les contraintes, notamment économiques, qui peuvent conduire la presse à transiger avec son éthique. Mais surtout, comme André Salmon, elle pointe le cynisme des communicants qui ont su tirer parti de la confusion suscitée par la révolution numérique et la prolifération anarchique d'informations, en faisant passer pour Revault d'Allonnes des contre-vérités pour des vérités alternatives ou en fabriquant et en diffusant, selon Salmon, un discours aussi unificateur que possible sous la forme d'un récit.

Quels sont les risques pour la démocratie ? Charles Péguy voit dans cette forme de mensonge qu'il nomme « faux entendu » un danger de césure permanente et irréversible entre le peuple et ses élus. André Salmon et Myriam Revault d'Allonnes redoutent de leur côté une altération de l'esprit critique du citoyen, endormi selon le premier par le charme des légendes fabriquées à son intention, rendu confus selon la seconde par l'indiscernabilité qui règne désormais entre le faux et le vrai et qui tend à rigidifier nos opinions en dogmes.

(311 mots)